








# Bordereau de signature

## HEBERGEMENT\_HUGUES\_IMMOBILIER\_B4\_PREBOCAP

Signataire	Date	Annotation
Nicolas Fevre, <i>DEVECO</i>	09/09/2021	
Boris Bailleul, <i>RESPDEVECO</i>	09/09/2021	
Nicolas Fevre, <i>DEVECO</i>	09/09/2021	
Arnaud Duchesne, <i>DGAT</i>	09/09/2021	
President, <i>President</i>	10/09/2021	  Certificat au nom de <u>Gérard LEGUAY</u> (Président de la communauté de communes, CC PRE-BOCAGE INTERCOM), émis par <u>Certinomis - Prime CA G2</u> , valide du 09 juil. 2021 à 11:09 au 08 juil. 2024 à 11:09.
<i>DEVECO</i>		

Dossier de type : DOC\_Bas\_Page\_Droite // DOC\_Bas\_Page\_DEVECO



## DECISION DU PRESIDENT N°20210902-2

### **OBJET : HEBERGEMENT DE L'ENTREPRISE HUGUES IMMOBILIER DANS LE BUREAU B4 DE PREBO'CAP 1 - VILLERS-BOCAGE**

#### **LE PRESIDENT DE PRE-BOCAGE INTERCOM**

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10
- Vu les statuts de la communauté de communes de Pré-Bocage Intercom
- Vu la délibération n°20200716-10 du 16 juillet 2020 modifiée par la délibération du 4 novembre n°20201104- 4 portant répartition des délégations au président et au bureau de la communauté de communes
  
- Considérant la disponibilité de l'espace B4 de **Prébo'Cap 1 - Villers-Bocage**, pépinière d'entreprises mise en service en 2018
- Considérant la demande d'occupation de cet espace datée du 24 août 2021 et émise par l'entreprise HUGUES IMMOBILIER (création 2021), représentée par Guillaume LEPILEUR
- Considérant la compatibilité entre cet espace et l'activité « agence immobilière » présentée dans la candidature de HUGUES IMMOBILIER

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'héberger l'entreprise HUGUES IMMOBILIER, représentée par Guillaume LEPILEUR, dans le bureau B4 de **Prébo'Cap 1 - Villers-Bocage**, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021

**ARTICLE 2 :** D'encadrer cet hébergement d'entreprise par une convention d'occupation d'une durée de 3 ans maximum, afin de couvrir la phase de lancement de l'activité

**ARTICLE 3 :** Madame la directrice générale des services et Monsieur le Directeur du pôle aménagement du territoire sont chargés, dans le cadre de leurs fonctions, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte au prochain conseil communautaire

**ARTICLE 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux (2) mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou notification

Signé par : Gérard Leguay

Date : 10/09/2021

Qualité : Président

Fait à Les Monts d'Aunay  
Le 2 / 09 / 2021

**Le Président**  
**Gérard LEGUAY**